



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS

LOCALES

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS

CLASSÉES

SK/338

Arrêté du 20 AOÛT 2020

**portant mise en demeure à la société Traitements de Surfaces et Mécanique (T.S.M.)
de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire
n°2010-34312 du 9 décembre 2010 réglementant ses installations sises à Richwiller
et des arrêtés ministériels des 28 avril 2014 et 9 avril 2019**

Le Préfet du Haut-Rhin

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L. 171-8,

VU l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n°2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté préfectoral n°2009-071-17 du 12 mars 2009 (codificatif et prescriptions complémentaires) portant autorisation à la société Traitements de Surfaces et Mécanique (T.S.M.) de poursuivre l'exploitation de son atelier de traitement de surfaces à Richwiller au titre du Titre 1er du Livre V du code de l'environnement,

VU le rapport du 23 juillet 2020 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées suite à la visite du 9 juillet 2020,

Considérant que l'article 9.5.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 mars 2009 susvisé prescrit que « [...] *L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats des analyses avant le 15 du mois qui suit le semestre pendant lequel les analyses ont été réalisées pour le programme de surveillance... [...].* »,

Considérant que l'article 1 de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 susvisé prescrit que « [...] les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L.512-3, L.512-5, L.512-7 et L.512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. [...] »,

Considérant que l'exploitant ne procède pas à la télédéclaration de ses résultats de surveillance de la qualité des eaux souterraines sur le site de télédéclaration GIDAF et ne respecte pas les délais de transmission des résultats d'autosurveillance qui lui sont prescrits,

Considérant que l'article 9.5.2.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 mars 2009 susvisé prescrit que « [...] Dans le cas où un piézomètre s'avère hors service, l'exploitant veille à le remettre en état le plus rapidement possible. [...] »,

Considérant que lors de la visite d'inspection du 9 juillet 2020, il a été constaté que l'exploitant n'a pas procédé à la remise en état ou au remplacement de plusieurs piézomètres de son réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines alors que ceux-ci sont hors d'usage depuis plus d'un an,

Considérant que l'article 10 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé prescrit que « [...] L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées un plan tenu à jour de l'ensemble des cuves de l'installation précisant pour chacune d'elles ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.). [...] »,

Considérant que lors de la visite du 9 juillet 2020, l'inspection a constaté l'absence de plan de l'ensemble des cuves de traitement précisant pour chacune d'elles ses caractéristiques techniques et chimiques,

Considérant que l'article 9.2.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 mars 2009 susvisé prescrit que « [...] Le stockage et la manipulation de produits réactifs, dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention... [...] »,

Considérant que lors de la visite du 9 juillet 2020, l'inspection a constaté que les conditions d'étanchéité et de rétention offertes par la dalle du local de stockage de produits dangereux où sont stockés des résidus de bains de traitements, ne sont pas garanties étant donnée la vétusté de ladite dalle,

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin,

ARRÊTE

Article 1er : la société Traitements de Surfaces et Mécanique (T.S.M.), désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est sis au 8 rue Jean Goujon à Paris (75008), est mise en demeure de respecter, dans les délais précisés ci-dessous, les prescriptions reprises ci-dessous pour l'exploitation de ses installations situées au 2 rue de Kingersheim à Richwiller (68120).

Article 2 : dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 9.2.2.2. de l'arrêté préfectoral n°2009-071-17 du 12 mars 2009 susvisé :

« II. Stockages

Le stockage et la manipulation de produits réactifs, dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;*
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.*

... ».

Article 3 : dès la réception des résultats de la prochaine campagne semestrielle de surveillance des eaux souterraines et conformément aux dispositions de l'article 9.2.5.3 de l'arrêté préfectoral n°2009-071-17 du 12 mars 2009 susvisé :

« L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats des analyses avant le 15 du mois qui suit le semestre pendant lequel les analyses ont été réalisées pour le programme de surveillance et avant le 15 janvier de l'année suivante pour le programme de contrôle... ».

Article 4 : dès la réception des résultats de la prochaine campagne semestrielle de surveillance des eaux souterraines et conformément aux dispositions de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 susvisé :

« Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.

La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet. »

Article 5 : dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 9.5.2.5 de l'arrêté préfectoral n°2009-071-17 du 12 mars 2009 susvisé :

« ...

Dans le cas où un piézomètre s'avère hors service, l'exploitant veille à le remettre en état le plus rapidement possible.

... ».

Article 6 : dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé :

« Localisation des risques

... L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées un plan tenu à jour de l'ensemble des cuves de

l'installation précisant pour chacune d'elle ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.) ».

Article 7 : faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 8 : le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le **20 AOUT 2020**

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Jean-Claude GENEY

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.